

- **Nom**  
Bernard
- **Prénom**  
Elise
- **Raison sociale**  
Directrice des études

### **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
Débat délibératif L'Europe peut-elle conserver notre indépendance numérique?
- **Description de l'activité**  
Les participants ont été divisés en plusieurs groupes, de 9/10 personnes. Chaque groupe a été présidé par un expert (Mehdi Benhabri, Jennyfer Chrétien, Elise Bernard). Durant les échanges en petits groupes, les facilitateurs (équipes d'Europartenaires et EuropaNova), prenaient les notes de leur table. Le modérateur, Corentin Gorin, circulait entre les tables dans la salle pour assurer le bon déroulé des échanges dans le temps. Les experts de chaque table, structuraient le débat, posaient les questions pertinentes et formulaient des commentaires permettant aux participants de formuler au mieux leurs recommandations. Chaque table a désigné ensuite un porte-parole qui est monté à la tribune, afin de partager avec la totalité des participants les points centraux du débat tenus au sein de sa table et a présenté les recommandations élaborées.
- **Date et heure**  
27 septembre 2018, 19h30-21h30
- **Lieu**  
Mairie d'Issy-les-moulineaux, 62 rue du général leclerc 92130
- **Nombre de participants**  
35

- **Catégories de publics présents**  
étudiants, actifs, retraités : public intergénérationnel
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
Mehdi Benhabri, Elise Bernard, Jennyfer Chrétien

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**  
le Règlement général de protection des données, le renforcement de la législation européenne en la matière, financement de projets européens innovants dans les entreprises et les universités pour offrir plus de débouchés pour nos chercheurs.
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**  
véhicules autonomes / IA : crainte pour le maintien de l'emploi  
crainte de la monopolisation privée (GAFA) ou publique avec les regroupements de données //  
Crainte de la monopolisation des USA en particulier. Perte de souveraineté numérique de l'Europe face à la Chine et aux USA. Besoin de cohésion euro pour créer des champions euro  
GAFA : uniformisation des pensées des jeunes générations (bulles algorithmiques) : omniprésence et omnipotence de ces outils  
trop de réglementation UE = empêchent l'innovation  
manque d'interopérabilité des données au sein de l'UE  
Impact environnemental très lourd du numérique (data centers)  
manque de communication sur les alternatives aux GAFA (Qwant)
- **Pistes de proposition formulées**  
Un programme d'éducation sur l'apprentissage du numérique, l'utilisation des réseaux sociaux pour que les jeunes puissent se protéger. Mettre en place des lieux ouverts pour les citoyens et notamment les personnes âgées pour appréhender les technologies et avoir une aide à la prise en main. Meilleure coopération des Etats européens pour créer des projets de réussites des champions européens dans le domaine du numérique. Une meilleure communication autour des plateformes, des applications non développées par les GAFA.

## Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**  
Les citoyens sont demandeurs de plus de communication sur les opportunités européennes, la législation en vigueur, et leurs droits en matière de numérique.

# **RAPPORT DE LA CONVERSATION DÉLIBÉRATIVE** **“L’Europe peut-elle conserver notre indépendance** **numérique ?”**

**Mairie d’Issy-les-Moulineaux, Salle du Conseil**  
**Municipal**

**27 Septembre 2018**



**EuropaNova**  
Action pour une Europe politique



**#EUmyfuture #QuelleEstVotreEurope**

## LES EXPERTS



**Anthony Sinquin,**  
Ingénieur qualité en  
sécurité alimentaire,  
Pays de Loire



**Eric Bouvatier,**  
Associé et Business  
developper  
Bovimarket, Région  
Auvergne Rhône Alpes



**Simon Nestmeier,**  
Co-fondateur de  
Regiothek, Passau,  
Allemagne

## LES FACILITATEURS



**Marine Aubert-  
Crozatier,** Chargée  
de projets  
évènementiels,  
EuropaNova



**Corentin Gorin,**  
Chargé de projets  
et communication  
chez  
EuropaNova



**Alice Ermecini,**  
Chargée de projets et  
groupes de travail chez  
EuropaNova



**Théophile Maizière,**  
Chargé de projets chez  
EuropaNova



**Baptiste Bouju,** Assistant  
groupe de travail culture,  
EuropaNova

## LES ORGANISATEURS



**Alain Lévy,**  
Maire-Adjoint  
d'Issy-les-Moulineaux,  
Relations internationales  
et Européennes



**Elise Bernard,**  
Directrice des Etudes  
chez EuropaNova

L'Europe souffre, depuis le refus du traité pour une « Constitution pour l'Europe » de 2005, d'une crise de confiance et de leadership. Le Brexit, annoncé en 2016, sonne comme un réveil des consciences. Dans d'autres Etats-membres, le soutien public envers l'Union diminue face à la montée des populismes et des nationalismes. « Bruxelles » apparaît comme une coopération internationale, symbole de la léthargie politique, d'une élite décisionnaire déconnectée des citoyens.

2018 peut être une année de changement. L'initiative du Président de la République Emmanuel Macron, et du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères rassemble aujourd'hui 27 Etats-membres qui s'engagent à lancer des consultations citoyennes sur l'Europe. Tous les acteurs de cette proposition sont convaincus que bâtir une nouvelle Europe, passe par un débat avec les citoyens. Ainsi est encouragée la prise de parole, qui doit venir du terrain et notamment, par le biais des collectivités territoriales.

La Ville d'Issy-les-Moulineaux s'inscrit depuis longtemps dans une véritable dynamique d'ouverture envers ses voisins européens. Dès 1954, Issy-les-Moulineaux s'est engagée en faveur de la réconciliation franco-allemande, en nouant un jumelage avec la ville de Weiden. Puis la ville a lié la même relation d'amitié, de confiance et de dialogue avec Frameries en Belgique en 1979, Hounslow au Royaume-Uni en 1982, en même temps que Macerata en Italie et enfin Pozuelo de Alarcon en Espagne en 1990. Si un jumelage n'est parfois qu'une déclaration de bonnes intentions, Issy-les-moulineaux s'est efforcée de les animer, de maintenir la vitalité et la proximité de chacun de ses partenariats, au travers d'échanges réguliers – qu'ils soient institutionnels, culturels, sportifs ou éducatifs. Les piliers de ces relations d'amitié sont indéniablement les échanges scolaires qui permettent chaque année à plus de 250 jeunes européens de se rencontrer, se découvrir pour partager leur vision du monde, consolider les liens et leur identité européenne.

A l'image de ces jumelages européens dynamiques, la Ville d'Issy-les-Moulineaux, avec l'appui du Think Tank EuropaNova, a fait le choix d'organiser une série de consultations citoyennes à destination des isséens. La consultation exposée ici, a réuni une quarantaine de citoyens, venus débattre à propos de question de l'alimentation en Europe, notre sécurité sanitaire et l'attachement au patrimoine culinaire, le mardi 16 octobre 2018, à l'hôtel de Ville d'Issy-les-Moulineaux dans la salle du Conseil Municipal.



*Crédit photo : Alice Ermecini*

**Le maire adjoint délégué aux relations internationales et européennes Alain Lévy**, a ouvert le débat par un propos introductif dans lequel il a rappelé l'importance du dialogue avec les citoyens, et remercié les participants pour leur mobilisation et apporter des propositions. Il a ensuite remercié les experts présents ainsi que l'équipe d'EuropaNova. **Elise Bernard, directrice des Etudes d'EuropaNova** a pu revenir sur la qualité du partenariat développé avec la Ville d'Issy les Moulineaux. Chaque expert s'est ensuite présenté.

**Alice Ermecini, modératrice** a exposé la nature de l'exercice citoyen qu'est la conversation délibérative. Les participants ont été répartis en trois groupes d'une dizaine de personnes, chacun accompagné d'un expert et de facilitateurs. Les petits comités se sont dispersés dans la salle du Conseil Municipal, afin de converser dans de bonnes conditions. Ces trente minutes de conversations se sont déroulées comme suit : dix minutes consacrées à l'échange de remarques positives sur l'action de l'Union européenne dans le domaine du patrimoine culinaire et de la sécurité alimentaire, dix minutes à ses aspects négatifs et les enjeux à relever, et enfin dix minutes de suggestions et propositions concrètes pour que l'Union européenne se place comme un véritable acteur de la sécurité alimentaire et du patrimoine culinaire. La modératrice a circulé entre les tables afin de procéder au bon déroulement, dans la limite du temps. Lors de débats au sein de chaque groupe, les facilitateurs ont pris des notes. A la fin du temps imparti, la modératrice a invité tous les participants à se réunir de nouveau dans la même salle. Un rapporteur-citoyen issu de chaque groupe a présenté ses conclusions.



**Comment l'Europe peut-elle protéger notre patrimoine culinaire et notre santé ?**

**Le glyphosate est-il « l'arbre qui cache la forêt » ?**

**Peut-on penser « circuits courts » à l'échelle de l'Europe ?**

Les points positifs :

- **Les participants se sont accordés sur l'apport de l'Union européenne dans la sécurité alimentaire et la protection des consommateurs, en ce qui concerne leur santé et l'information.** Après la Seconde Guerre mondiale, l'urgence était de nourrir la population ; le développement de l'agriculture intensive et la mise en place de la Politique Agricole Commune, ont permis de relever ce défi.
- Les participants ont admis la **prise en compte de l'enjeu environnemental et sociétal** : nous devons changer nos modes de production et de consommation. L'éducation au « manger mieux » a donc un rôle clé pour ce changement de paradigme.
- Grâce aux contrôles de l'Union européenne, considérée ici comme la « gardienne des denrées », **il y a très peu d'incidents et de décès liés à l'intoxication alimentaire.** Cela est même reconnu au niveau international.
- **Un autre apport souligné par les participants est l'existence du label européen et la certification bio de qualité.** Néanmoins celle-ci doit être révisée du fait de la multiplication et confusion des labels dû à la copie de visuels par certaines marques (feuille, couleur verte, mention « bio »).
- **Les participants ont aussi pu manifester leur attachement aux Appellations d'origine contrôlée et/ou protégée.**



*Crédit photo : Alice Ermecini*

### Les points négatifs :

- Les participants ont soulevé les **monopoles – et ou quasi monopoles - des industries alimentaires qui bloquent les volontés de changement** dans les habitudes de consommation.
- **L'artisanat ne semble pas être suffisamment pris en considération dans la réglementation** ; ils sont ainsi difficilement concurrentiels, visibles et peu enclins à se présenter sous un label.
- Il existe réellement une **politique alimentaire à deux vitesses** : entre le bio et le conventionnel et entre les Etats membres.
- **La surconsommation produits carnés** entraîne des problèmes d'éthique (maltraitance animale), de santé et d'environnement (pollution des eaux, CO2, méthane).
- **Les possibilités des systèmes dit de 'circuit court' sont très limitées**, en terme de territoires et de produits.
- Il existe une réelle **incompréhension** de la part des citoyens sur ce qu'est un produit « transformé dans l'Union européenne ». Cela ne rassure pas sur l'origine du produit ; **l'étiquetage pose souvent plus de questions qu'il n'en résout**.
- **Les éléments permettant de s'assurer que les règles sanitaires sont respectées ne sont pas clairs** ; qu'il s'agisse de produits provenant d'autres pays de l'UE, hors UE, de produits industriels ou artisanaux. Au-delà, une réglementation et des moyens n'empêchent pas les scandales sanitaires (cas de lactalis).
- **Un manque d'information angoissant sur les effets avérés des intrants chimiques dans les produits alimentaires** ; si Monsanto se fait condamner pour les effets néfastes du glyphosate, pourquoi certains de nos élus continuent de défendre son usage ? Pourquoi la Commission européenne, pourtant à la pointe de la sécurité sanitaire et de l'environnement, ne l'interdit pas ?



*Crédit photo : Alice Ermecini*



### Les propositions :

- **Créer une politique européenne de soutien au patrimoine culinaire** pour le développer et le protéger ; ceci permettrait aux consommateurs de découvrir plus largement l'artisanat, de mettre en avant les réseaux de producteurs locaux et envisager une réglementation qui leur permette de faire la preuve de leur sécurité sanitaire.
- **Créer une politique européenne de l'innovation agricole ; encourager les alternatives aux désherbants - qui existent - et les promouvoir auprès des producteurs** qui craignent trop d'abandonner leurs « produits habituels » et d'avoir à essuyer des pertes.
- **Mettre en place un programme d'éducation alimentaire européen, dès le plus jeune âge, pour une alimentation saine (faire le lien au plus tôt entre bonne santé et alimentation) variée et ouverte, la prise en compte du bien-être animal et de ce que l'on entend par désherbage**
- **Etiqueter de façon plus complète des produits et surtout uniforme au niveau européen. Avec tous les éléments nécessaires à la santé : nutritionnels mais aussi présence de résidus d'intrants chimiques**, origine plus claire du produit et de la notion de « transformation », des labels « non privés » pour assurer la réelle prise en compte de la protection de l'environnement. Chaque citoyen doit pouvoir avoir conscience des avantages et inconvénients de manger un fromage « artisanal » et un « industriel ».
- **Encourager l'échange de bonnes pratiques en matière de production**
- **Permettre un véritable débat à propos de tous les intrants chimiques que l'on retrouve dans nos denrées alimentaires.** La réglementation européenne se doit plus transparente et accessible à tous et il convient de comprendre pourquoi certains, en particulier, ne s'opposent pas à l'utilisation du glyphosate.
- Faire la preuve que tous les Etats européens suivent correctement ces réglementations.
- Encourager le développement des circuits-courts transnationaux et la mise en avant des produits de qualité.



*Crédit photo : Alice Ermecini*

**Elise Bernard** a conclu le débat, en soulignant le fait qu'une grande partie des élus est bien plus sensible aux propositions des citoyens et à l'action de groupe, qu'à un lobbyiste d'un grand groupe dont c'est le métier. Il ne faut pas négliger l'impact des citoyens sur la décision des politiques mais il convient toutefois donner les moyens aux groupements citoyens de s'organiser, d'articuler leurs demandes et de faire passer les messages.

# RAPPORT DE LA CONVERSATION DÉLIBÉRATIVE “L’Europe peut-elle conserver notre indépendance numérique ?”

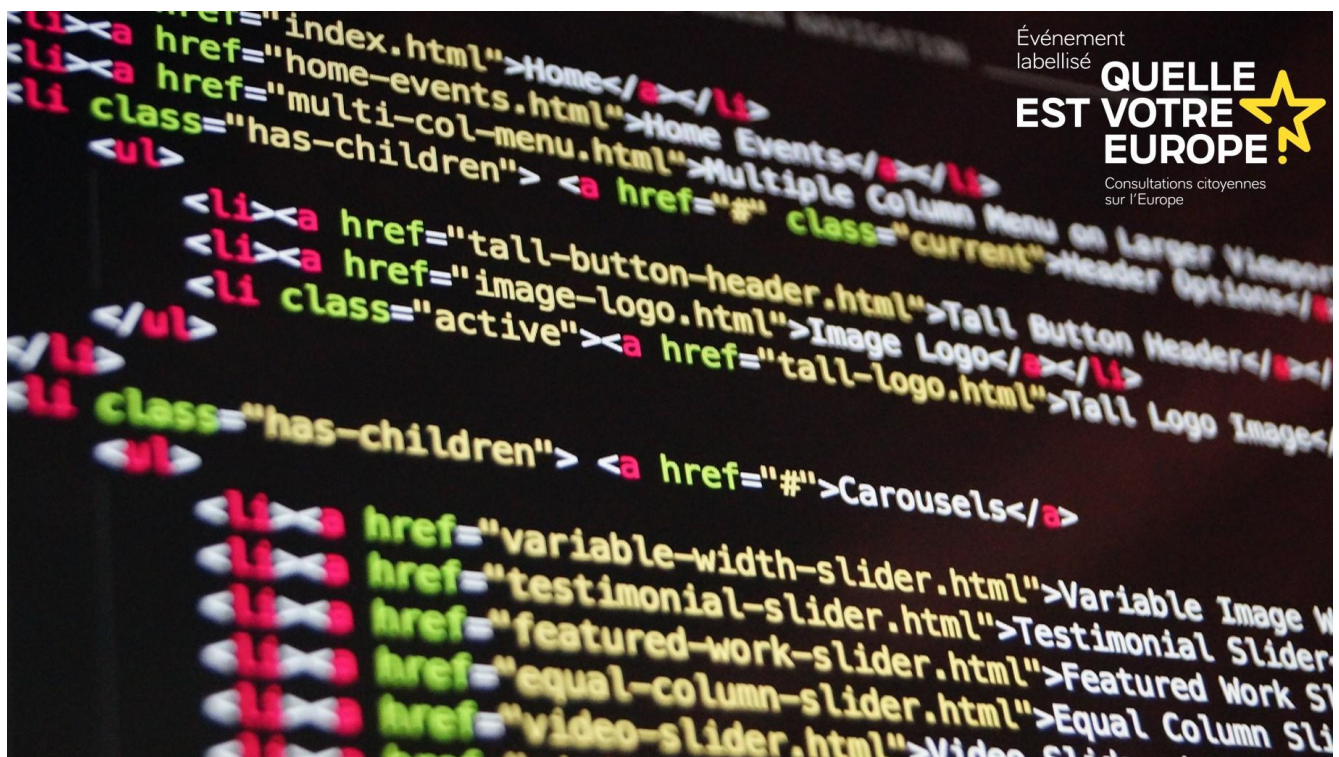
Mairie d’Issy-les-Moulineaux, Salle du Conseil

Municipal

27 Septembre 2018



EuropaNova  
Action pour une Europe politique



#EUMyfuture #QuelleEstVotreEurope

## LES EXPERTS



**Mehdi Benhabri,**  
Membre du groupe  
de travail  
'Innovation en  
Europe' EuropaNova



**Jennyfer Chrétien,**  
Déléguée générale du  
Think tank  
Renaissance Numérique



**Elise Bernard,**  
Directrice des  
Etudes chez  
EuropaNova



**Sandra Levoyer,** Elue  
conseillère de quartier  
depuis 2014 et membre du  
Conseil économique, social  
et environnemental local  
d'Issy-les-Moulineaux.

## LES FACILITATEURS



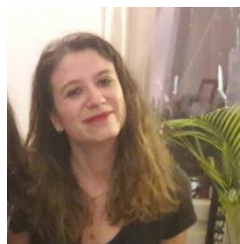
**Corentin Gorin,**  
Chargé de projets et  
communication chez  
EuropaNova



**Alice Ermecini,**  
Chargée de projets et  
Groupes de travail chez  
EuropaNova



**Marine Aubert-  
Crozatier,** Chargée de  
projets événementiels  
chez EuropaNova



**Louise Amoris,**  
Assistante de la chargée  
de mission chez  
Europartenaires



**Baptiste Bouju,**  
Assistant Groupe de  
travail Culture chez  
EuropaNova

L'Europe souffre, depuis le refus du traité pour une « Constitution pour l'Europe » de 2005, d'une crise de confiance et de leadership. Le Brexit, annoncé en 2016, sonne comme un réveil des consciences. Dans d'autres Etats-membres, le soutien public envers l'Union diminue face à la montée des populismes et des nationalismes. « Bruxelles » apparaît comme une coopération internationale, symbole de la léthargie politique, d'une élite décisionnaire déconnectée des citoyens.

2018 peut être une année de changement. L'initiative du Président Emmanuel Macron et du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères rassemble aujourd'hui 27 Etats-membres qui s'engagent à lancer des consultations citoyennes sur l'Europe. Tous les acteurs de cette proposition sont convaincus que bâtir une nouvelle Europe, pour les citoyens, passe par un débat avec les citoyens. Ainsi, est encouragée la prise de parole, qui doit venir du terrain et notamment, par le biais des collectivités territoriales.

La Ville d'Issy-les-Moulineaux s'inscrit depuis longtemps dans une véritable dynamique d'ouverture envers ses voisins européens. Dès 1954, Issy-les-Moulineaux s'est engagée en faveur de la réconciliation franco-allemande, en nouant un jumelage avec la ville de Weiden. Puis la Ville a lié la même relation d'amitié, de confiance et de dialogue avec Frameries en Belgique en 1979, Hounslow au Royaume-Uni en 1982, en même temps que Macerata en Italie et enfin Pozuelo de Alarcon en Espagne en 1990. Si un jumelage n'est parfois qu'une déclaration de bonnes intentions, Issy-les-Moulineaux s'est efforcée de les animer, de maintenir la vitalité et la proximité de chacun de ses partenariats, au travers d'échanges réguliers – qu'ils soient institutionnels, culturels, sportifs ou éducatifs. Les piliers de ces relations d'amitié sont indéniablement les échanges scolaires qui permettent chaque année à plus de 250 jeunes européens de se rencontrer, se découvrir pour partager leur vision du monde, consolider les liens et leur identité européenne.

A l'image de ces jumelages européens dynamiques, la Ville d'Issy-les-Moulineaux a également décidé de célébrer l'Europe chaque année en organisant la manifestation « Issy fête l'Europe » permettant de créer un espace de dialogue et de débat sur les questions européennes avec les concitoyens.

C'est dans ce cadre que la Ville d'Issy-les-Moulineaux, avec l'appui du Think Tank EuropaNova, a fait le choix d'organiser une série de consultations citoyennes à destination des isséens. La consultation exposée ici, a réuni une quarantaine de citoyens, venus débattre de la question des enjeux du numérique, la protection des données, l'éducation et la pratique d'un espace public dématérialisé, le jeudi 27 septembre 2018, à l'Hôtel de Ville d'Issy-les-Moulineaux dans la salle du Conseil Municipal.





*Crédit Photo : Corentin Gorin*

**Sandra Levoyer** a ouvert la discussion par un propos introductif dans lequel elle a souligné l'engagement de la ville d'Issy-les-Moulineaux en faveur de l'Europe et des consultations citoyennes mais aussi, dans le domaine du numérique pour répondre aux besoins des citoyens, en leur proposant notamment des services en ligne. Elle a ensuite remercié les experts présents ainsi que l'équipe d'EuropaNova et rappelé l'utilité des consultations citoyennes. **Elise Bernard**, après avoir remercié les équipes de la Ville d'Issy les Moulineaux pour leur professionnalisme et leur implication dans ces consultations pour l'Europe, s'est réjoui du nombre de plus en plus élevé de citoyens isséens présents. L'Europe couvre notre quotidien, cette présence citoyenne en témoigne tout particulièrement. Après cela, les experts se sont brièvement présentés.

**Corentin Gorin**, modérateur, a exposé la nature de l'exercice citoyen qu'est la conversation délibérative. Les participants ont été répartis en trois groupes de 10 personnes environ, chacun accompagné d'un expert et d'un facilitateur. Les petits comités se sont dispersés dans la salle du Conseil Municipal, afin de converser dans de bonnes conditions. Trente minutes de conversation étaient prévues ; dix minutes consacrées à l'échange de remarques positives sur l'action de l'Union européenne dans le domaine du numérique, dix minutes dédiées à ses aspects négatifs et les enjeux à relever, et enfin dix minutes de suggestions et propositions concrètes pour que l'Union européenne se place comme un véritable acteur en matière d'innovation numérique. Le modérateur a circulé entre les tables afin de veiller au bon déroulement des échanges. Lors des débats au sein de chaque groupe, les facilitateurs ont pris des notes. A la fin du temps imparti, Corentin Gorin a invité tous les participants à se réunir de nouveau, en plénière. Un rapporteur - citoyen isséen- de chaque groupe est monté à la tribune pour présenter les propositions de sa table.

**Comment l'Europe se prépare à l'Intelligence Artificielle, la robotique ou encore les véhicules autonomes ?**

**Quelle est la vision européenne de la société numérique ?**

**Le RGPD, nouvelle charte universelle de la protection des données personnelles ?**

Les points positifs :

- Le **développement du numérique et des dossiers 'cloud'** a permis des progrès dans le domaine de la santé, notamment dans l'utilisation des données pour des essais cliniques mais également, dans l'aérospatiale et l'automobile avec le véhicule autonome.
- Le **Règlement général de protection des données, entré en vigueur en mai dernier, garantit le droit à l'oubli**, c'est-à-dire que les utilisateurs peuvent demander la suppression de leurs informations. En France, nous avons été précurseurs en instaurant la CNIL en 1978, autorité administrative indépendante consacrée à cette protection.
- **Un règlement européen s'applique sur tout le territoire, même pour des entités étrangères qui ont une activité en zone UE. Ce qui rassure les citoyens**, les grands groupes américains ne sont pas supposés outrepasser le droit.
- Les institutions européennes poussent pour une vraie protection des données, et incarne par ce biais le **nouveau message d'une « Europe qui protège »**.
- Nous avons d'excellents chercheurs dans le domaine de l'Intelligence Artificielle. **Les accords de partenariat entre les centres de recherches dans l'UE permettent d'accroître les possibilités de projets et de financements.**
- **L'intelligence artificielle permet l'amélioration des systèmes de traduction**, qui sont plus rapides et croisent les données des textes à partir de phrases proches, notamment **en utilisant les documents des institutions européennes**, parce qu'ils sont disponibles en plusieurs langues.



*Crédit Photo : Corentin Gorin*

### Les points négatifs :

- Les véhicules autonomes et l'IA font craindre des **pertes d'emplois dans certains secteurs**.
- Les géants GAFA pourraient conduire à une **monopolisation privée ou publique avec le regroupement des données entre eux**. Ces géants étant américains, il y a un réel monopole dans ce domaine et la potentielle concurrence chinoise ne rassure pas ; **difficile d'imaginer une véritable souveraineté numérique de l'Europe**.
- **Un cruel manque de cohésion pour créer des champions européens, la concurrence reste entre nations européennes**. L'innovation semble empêchée par la réglementation de l'Union Européenne ; le contrôle des aides d'Etat et de la fusion d'entreprise empêche d'envisager des concurrents aux GAFA. On observe alors un manque d'interopérabilité des données au sein de l'UE.
- Les GAFA créent des bulles algorithmiques qui **poussent à une uniformisation de la pensée des jeunes générations**, par l'omniprésence et l'omnipotence de ces outils.
- Le numérique est certes dématérialisé mais **les citoyens ont trop peu conscience du réel impact environnemental très lourd des Data centers**.
- **Le manque de communication sur les alternatives aux GAFA américains**, par exemple le moteur de recherche Qwant, respectueux des données personnelles de ses utilisateurs.



*Crédit Photo : Corentin Gorin*

### Les propositions :

- **Renforcer la régulation des pratiques de vente**, notamment sur l'augmentation des prix des billets d'avion et de train, liée au nombre de recherches faites sur les sites de vente.
- **Poursuivre l'élaboration législative européenne dans le sens d'une protection des données** et de leur utilisation commerciale, comme cela a été fait avec le RGPD.
- **Adapter le financement de la recherche pour la multiplication de projets européens innovants. Pour cela, il faut mieux payer nos chercheurs**, leur donner les outils afin d'éviter la fuite des cerveaux à l'étranger. La société numérique offre des débouchés aux chercheurs français et européens, sur notre continent.
- **Harmoniser les bonnes pratiques au niveau européen comme pour les applications de scan de produits alimentaires** ; il s'agirait d'établir des standards de données européennes pour un maximum de denrées et services.
- **Assurer une meilleure coopération des Etats européens permettant la création de réussites européennes, l'émergence de champions européens du numérique** comme cela s'est fait dans l'aéronautique et le spatial (Airbus et Ariane).
- **Encourager la fusion d'entreprises en Europe, celles-ci pourraient agrandir leur marché pour une meilleure présence sur le marché mondial** ; il s'agit donc de réviser la législation européenne en matière de concurrence. Cette dernière nous contraint entre européens, tandis qu'elle donne accès aux puissances étrangères de se placer sur le marché avec des grands groupes.
- **Développer un modèle coopératif de nationalisation pour réinventer le service public par l'utilisation d'*open source***, ce qui garantirait le principe de transparence.
- **Former les citoyens européens à la culture numérique, instaurer un référentiel européen et une plateforme avec un dictionnaire et des cours interactifs dans toutes les langues (type Ted ex).**
- **Harmoniser les outils numériques pour faciliter l'interopérabilité européenne**, c'est-à-dire la capacité à un système ou un produit dont les interfaces sont connues de fonctionner avec d'autres produits ou systèmes existants et futurs. Cela permet également de n'avoir aucune restriction d'accès ou de mise en œuvre. Il existe déjà des normes au niveau européen mais parallèlement, il faut aller plus vite dans l'harmonisation de la fiscalité. Une Agence européenne de l'innovation est déjà présente son ambition doit aller plus loin, en termes d'accompagnement des citoyens, jeunes et moins jeunes.
- **Instaurer une politique environnementale de la donnée numérique et des actions coordonnées dans toute l'Europe**, comme la suppression/compression de vieilles données dans les *data center*, pour qu'elles soient moins lourdes. Cela est possible par le changement de langage et de codage.





*Crédit Photo : Corentin Gorin*

**Après la restitution des échanges en groupe, les experts ont apporté leur éclairage sur le sujet ainsi que leurs impressions sur l'exercice délibératif.**

**Jennyfer Chrétien** a expliqué l'enjeu de compréhension du vocabulaire utilisé et de tout ce qu'il recoupe, et donc de la mise en place d'une vraie **éducation numérique et à la citoyenneté**. Les jeunes doivent pouvoir se protéger sur les réseaux sociaux, et les utilisateurs doivent être responsables de leur propos.

**Elise Bernard** appuie encore la question de l'éducation numérique ; celle-ci doit pouvoir faire l'objet d'une **véritable politique harmonisée de l'Union européenne**. Un seul et même programme pour tous les établissements scolaires, dès le plus jeune âge, insistant sur la pollution numérique, le respect des données, le codage...

**Mehdi Benhabri**, revient sur le fait que l'Europe traverse de multiples crises et, au-delà de la caractériser **de nain politique, il convient d'admettre qu'elle est un nain numérique**, ce qui entraîne forcément une perte de puissance au détriment des GAFA. **Cette prise de conscience de la classe politique, européenne et nationales, est une nécessité.**



**RAPPORT DE LA CONVERSATION DÉLIBÉRATIVE**  
**“Travailler en Europe : Mythes et réalités” Mairie d’Issy-**  
**les-Moulineaux, Salle du Conseil Municipal**  
**17 Septembre 2018**



*#EUmyfuture #QuelleEstVotreEurope*

**QUELLE  
EST VOTRE  
EUROPE**   
Consultations citoyennes  
sur l'Europe

## LES EXPERTS



**Antoine Saint-Denis**, Sous-directeur Europe et international DGEFP, Ministère du Travail



**Jean-Marc Banquet D'Orx**, Trésorier Confédéral de l'Union des Métiers de l'Industrie de l'Hôtellerie, Expert auprès de la Communauté Européenne et hôtelier



**Karl Boudjema**, Chef de Bureau Formation professionnelle, échanges universitaires et volontariat Office Franco-Allemand pour la Jeunesse

## LES FACILITATEURS



**Corentin Gorin**, Chargé de Communication chez EuropaNova



**Samy Esnault**, Chargé de projets chez EuropaNova



**Marine Aubert-Crozatier**, Chargée de projets chez EuropaNova



**Jean Baptiste Kastel**, Collaborateur à la Commission européenne DG NEAR

## LES ORGANISATEURS



**Alain Lévy**, Maire-Adjoint d'Issy-les-Moulineaux, Relations internationales et Européennes



**Elise Bernard**, Directrice des Etudes chez EuropaNova

L'Europe souffre, depuis le refus du traité pour une « Constitution pour l'Europe » de 2005, d'une crise de confiance et de leadership. Le Brexit, annoncé en 2016, sonne comme un réveil des consciences. Dans d'autres Etats-membres, le soutien public envers l'Union diminue face à la montée des populismes et des nationalismes. « Bruxelles » apparaît comme une coopération internationale, symbole de la léthargie politique, d'une élite décisionnaire déconnectée des citoyens.

2018 peut être une année de changement. L'initiative du Président Emmanuel Macron et du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères rassemble aujourd'hui 27 Etats-membres qui s'engagent à lancer des consultations citoyennes sur l'Europe. Tous les acteurs de cette proposition sont convaincus que bâtir une nouvelle Europe, passe par un débat avec les citoyens. Ainsi, est encouragée la prise de parole, qui doit venir du terrain et notamment, par le biais des collectivités territoriales.

La Ville d'Issy-les-Moulineaux s'inscrit depuis longtemps dans une véritable dynamique d'ouverture envers ses voisins européens. Dès 1954, Issy-les-Moulineaux s'est engagée en faveur de la réconciliation franco-allemande, en nouant un jumelage avec la ville de Weiden. Puis la Ville a lié la même relation d'amitié, de confiance et de dialogue avec Frameries en Belgique en 1979, Hounslow au Royaume-Uni en 1982, en même temps que Macerata en Italie et enfin Pozuelo de Alarcon en Espagne en 1990. Si un jumelage n'est parfois qu'une déclaration de bonnes intentions, Issy-les-Moulineaux s'est efforcée de les animer, de maintenir la vitalité et la proximité de chacun de ses partenariats, au travers d'échanges réguliers – qu'ils soient institutionnels, culturels, sportifs ou éducatifs. Les piliers de ces relations d'amitié sont indéniablement les échanges scolaires qui permettent chaque année à plus de 250 jeunes européens de se rencontrer, se découvrir pour partager leur vision du monde, consolider les liens et leur identité européenne.

A l'image de ces jumelages européens dynamiques, la Ville d'Issy-les-Moulineaux a également décidé de célébrer l'Europe chaque année en organisant la manifestation « Issy Fête l'Europe » permettant de créer un espace de dialogue et de débat sur les questions européennes avec ses habitants.

C'est dans ce cadre que la Ville d'Issy-les-Moulineaux, avec l'appui du Think Tank EuropaNova, a fait le choix d'organiser une série de consultations citoyennes à destination des isséens. Celle-ci, a réuni une trentaine de citoyens venus débattre à propos de la mobilité professionnelle en Europe, et de la dimension sociale qu'elle induit, le lundi 17 septembre 2018, à l'Hôtel de Ville d'Issy-les-Moulineaux dans la salle du Conseil Municipal.



Crédit Photo : Corentin Gorin

**Le maire adjoint délégué aux relations internationales et européennes, Alain Lévy**, a ouvert le débat par un propos introductif dans lequel il a souligné la richesse - notamment culturelle - de l'Europe et des mobilités qu'elle engendre. Il a ensuite remercié les experts présents ainsi que l'équipe d'EuropaNova. Après cela, **Elise Bernard, directrice des Etudes d'EuropaNova** a expliqué la nature de l'exercice citoyen qu'est la conversation délibérative, développé par les équipes du Think-Tank, et sa différence avec l'exercice précédent organisé en cette même salle du Conseil municipal, le 12 mai dernier. Chaque expert s'est ensuite présenté.

**Corentin Gorin, modérateur**, a exposé le fonctionnement des échanges et du débat. Les participants ont été répartis en trois groupes, chacun accompagné d'un expert et d'un facilitateur. Les petits comités se sont dispersés dans la salle du Conseil Municipal et dans une salle adjacente, afin de converser dans de bonnes conditions. Ces trente minutes de conversation se sont déroulées comme suit : dix minutes consacrées à l'échange de remarques positives sur la mobilité professionnelle européenne, dix minutes dédiées à ses aspects négatifs, et enfin dix minutes de suggestions et propositions. Le modérateur a circulé entre les tables afin de veiller au bon déroulement des échanges. Lors des débats au sein de chaque groupe, les facilitateurs ont pris des notes. A la fin du temps imparti, Corentin Gorin a invité tous les participants à se réunir de nouveau, en plénière. Un rapporteur -citoyen issu- de chaque groupe est monté à la tribune pour présenter les propositions de sa table.



## Comment faciliter la mobilité professionnelle à l'échelle européenne ?

### Peut-on imaginer une couverture sociale européenne ? Quels droits sociaux en Europe ?

#### Les points positifs :

- Les participants se sont accordés sur l'apport extrêmement bénéfique du **programme Erasmus dans sa globalité, ainsi que de l'harmonisation des cursus** universitaires passant par le système LMD et les crédits ECTS, dans l'enseignement supérieur.
- Un autre point majeur est celui de la **carte d'assurance maladie européenne** qui permet une couverture dans l'ensemble du territoire de l'Union ainsi que le calcul des droits à la retraite. En effet, la réglementation européenne prévoit une coordination, dès lors qu'un citoyen a été soumis à la sécurité sociale d'au moins deux Etats. Celle-ci prend trois éléments en considération, le salaire ou revenu annuel moyen, le taux de liquidation et la durée d'assurance.
- **Les « points retraite »** acquis, valorisables d'un pays à l'autre.
- En outre, le **droit de vote des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales** est un approfondissement de la démocratie participative au niveau local qu'il convient de saluer.
- Enfin, ont pu être évoquées les opportunités permises par la **liberté d'installation et de commerce**.



Crédit Photo : Corentin Gorin



### Les points négatifs :

- Les participants ont unanimement évoqué **le manque de communication autour de l'Union Européenne**, qu'il s'agisse des institutions ou du champ des possibles en terme de mobilité et d'opportunité pour le travail.
- Jean-Marc Banquet d'Orx a illustré ce constat par **l'absence de communication et de promotion de la plateforme de recherche d'emploi européen Eurest**. Alors qu'a priori, l'hôtellerie- restauration est le domaine dans lequel les travailleurs sont le plus disposés à être mobiles.
- Des **difficultés demeurent en matière de reconnaissance des formations professionnelles, d'un pays à l'autre, freinant ainsi la mobilité** des travailleurs européens. Ceci est d'autant plus regrettable qu'il s'agit d'une des premières libertés de circulation reconnue dans les traités fondateurs et la première, dans l'esprit des citoyens européens.
- Les citoyens ont largement exprimé leur crainte envers **l'harmonisation sociale qui pourrait amener à revoir à la baisse les standards français**, au lieu d'élever les Etats aux mêmes droits que nous connaissons en France (RSA, SMIC, allocations chômage...).
- Le manque d'harmonisation des droits sociaux, des salaires mais aussi, la pluralité des langues demeurent des **freins pratiques très importants à la mobilité professionnelle** ; notamment dans les dossiers administratifs où les documents ne sont pas toujours disponibles dans une autre langue que celle reconnue au niveau national.



*Crédit Photo : Corentin Gorin*

### Les propositions :

Afin de pallier au manque de communication latent entourant l'action des institutions européennes et les opportunités que la construction européenne permet, les citoyens issus ont émis plusieurs propositions.

- **Multiplier les journées culturelles européennes et faire ces débats citoyens en-dehors de Paris**, pour ce qui est de la France, où cela reste centralisé.
- **Diffuser des émissions d'informations sur l'Union Européenne aux heures de grande écoute** dans les médias, **sur des sujets pratiques et quotidiens** comme ceux relatifs à la mobilité professionnelle.
- **Mettre en place des offices complémentaires aux maisons de l'Europe, et augmenter leur présence au niveau local**. En effet, les maisons de l'Europe ne sont présentes que dans certaines grandes villes et ont une action d'information, et de communication restreinte. Ces offices, permettraient de **répondre aux besoins administratifs des citoyens, notamment ceux en situation de mobilité professionnelle**.
- **Généraliser le programme Erasmus+ à l'ensemble des étudiants et professionnels**.
- **Multiplier les jumelages de communes européennes afin d'étendre les échanges aux lycéens, aux apprentis voire, aux personnes en recherche d'emploi**. Cela garantirait une meilleure communication par l'immersion et l'expérience personnelle.
- **Harmoniser les statuts des citoyens en situation de formation professionnelle**, notamment celui des stagiaires et leur rémunération, ainsi que les droits sociaux qui ne leurs sont octroyés que dans certains Etats membres.
- **Diffuser plus largement les éléments à savoir, au moment où l'on part travailler en dehors de son Etat d'origine, à propos de ses cotisations retraites et santé**. Ce qui rassurerait probablement ceux qui n'osent pas profiter de la mobilité que la construction européenne nous permet.
- Pour remédier au problème de communication liée aux langues, une table a suggéré de **développer une langue commune, notamment l'Esperanto**.



A l'issue des échanges, **les experts ont apporté leur éclairage** sur le sujet ainsi que leurs impressions sur l'exercice délibératif.

**Jean-Marc Banquet d'Orx** après avoir souligné son **attachement à la plateforme Eurest** et à l'importance de la **présence des corps de métiers auprès des institutions européennes**, a résumé les conversations comme suit : *“Les volontés s'expriment pour plus d'harmonisation et plus d'union. Il n'y aura d'Europe que si l'on s'en convainc.”*

**Antoine Saint-Denis**, a partagé son agréable surprise quant à **l'enthousiasme unanime des participants à propos du programme Erasmus+**, « *véritable sommet des dispositifs de la mobilité européenne* ». Il a noté que cette idée unanime démontre bien le **continuum que représente la mobilité professionnelle** : bien au-delà des simples travailleurs, elle passe également par la mobilité des écoliers, lycéens et étudiants. Il a également retenu la **contradiction patente que pose la question de l'harmonisation sociale européenne** : si beaucoup y aspirent, il reste une très forte crainte du dumping social.

Enfin, **Karl Boudjema** a évoqué la difficulté de la mise en œuvre qui règne au niveau européen. En effet, si la reconnaissance des formations professionnelles est bien possible dans le droit, elle demeure difficilement applicable sur le terrain. Les lourdeurs administratives et les pratiques en place ne sont surmontables qu'avec une grande ténacité et de – trop - grands moyens financiers et humains. Karl Boudjema a conclu en évoquant l'enjeu principal de la mobilité professionnelle : celui du développement des **compétences sociales** au niveau européen, dans le cadre des traités qui précisent les compétences souveraines, celles déléguées à la Commission européenne, et celles qui sont dites partagées.